

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) avait tiré la sonnette d'alarme concernant la situation des réfugiés camerounais au Nigeria. Dans un rapport publié le 20 mars dernier, le HCR avait appelé à « soutenir d'urgence le nombre de camerounais anglophones demandeurs d'asile au Nigeria qui a doublé depuis mi-janvier 2018 ».

D'après l'Agence, « plus de 20000 réfugiés camerounais » ont été enregistrés et continuent à affluer dans les Etats Nigériens de Cross River, Taraba, Benue et Akwa-Ibom. Ces réfugiés font face à « des difficultés pour survivre ».

Les femmes et les enfants représentent les quatre cinquièmes de cette population selon le HCR. Le rapport du HCR soulignait qu'une évaluation récente effectuée par des organisations humanitaires relèvait que « la situation est extrêmement préoccupante ».

Lors d'un point de presse tenu le 20 mars 2018 à Genève, la porte-parole du HCR, Alkaterini Kitidi avait déclaré que « 95% des demandeurs d'asile n'ont pas plus de trois jours de nourriture en stock.

La plupart des familles ne prennent qu'un seul repas par jour ». D'après le porte-parole du HCR, les stratégies d'adaptation sont elles-mêmes risquées et vont de l'emprunt d'argent à la réduction des portions de nourriture ou à l'épargne alimentaire pour les enfants seulement. Seulement cinq camerounais sur 100 disposent d'un abri décent ou indépendant, souligne le HCR. « Les autres ont peu ou pas d'intimité, squattant des salles accueillant en moyenne 10 à 15 personnes ».

Psychologiquement, les réfugiés souffrent de peur et d'anxiété, d'un mauvais sommeil et de flashbacks. « Au total, environ 20 à 30% des demandeurs d'asile présentent une vulnérabilité, y compris des handicaps physiques ». Pour aider ces réfugiés avec satisfaction, le HCR a besoin d'urgence d'un montant de 18 millions de dollars et attend toujours les contributions des donateurs. « A ce jour, l'Agence Onusienne n'a reçu aucune contribution à son appel de fonds », regrette le HCR. Pour éviter d'autres arrivées des réfugiés du Cameroun, le porte-parole de l'agence onusienne pense qu'« il est urgent de trouver une solution politique à la situation au Cameroun », afin que les camerounais puissent rentrer chez eux en toute sécurité et de leur plein gré »